

23 juillet 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la médiation diplomatique de la France en faveur de la réconciliation nationale au Togo, l'engagement du Président togolais Eyadema dans le processus démocratique, la contribution du Togo à la prévention des conflits en Afrique, Lome (Togo) le 23 juillet 1999.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais saluer les journalistes togolais et africains, puis naturellement les journalistes français, qui ont bien voulu me suivre. Je salue, puisque je les vois arriver, les facilitateurs, ainsi que Monsieur le Premier ministre togolais.

Ce voyage que j'ai tenu à faire au Togo avait pour ambition deux choses. La première, c'était de marquer l'importance que la France attache aux efforts de paix qui sont conduits par la CEDEAO, par son bras armé, l'ECOMOG, et qui ont permis des progrès, pas partout, pas définitifs, mais sensibles. Je voulais les saluer particulièrement, au nom de l'Union européenne, au nom aussi de la communauté internationale, comme le Président CLINTON ou Tony BLAIR ont eu l'occasion de le faire tout récemment dans les lettres de reconnaissance qu'ils ont adressées au Président EYADEMA. Je voulais témoigner de l'appui de la France, technique et politique, à l'action de paix conduite par le Togo, en particulier à l'accord qui a été réalisé en Sierra Leone, qui, certes, pose encore des problèmes, mais qui est un pas essentiel vers une situation de sortie d'une crise dont, hélas, la violence et les crimes qu'elle avait en elle étaient considérables.

Le problème n'est pas réglé en Guinée Bissau. Mais, malgré le dernier coup d'Etat dont, hélas, ce malheureux pays a été l'objet, la volonté de la CEDEAO et de son Président, le Président du Togo, reste entière et déterminée pour conduire cette action de paix.

La deuxième raison, c'est que chacun connaît les liens très anciens qui existent entre le Togo et la France et que, dans une période de problèmes politiques sur cette terre togolaise, la décision prise de confier à quatre facilitateurs la mission d'encourager une réconciliation nationale sur le plan politique, réconciliation fondée sur le respect des règles de la démocratie, préalable à la reprise du développement économique, devait être saluée et encouragée.

J'ai eu des entretiens, hier et ce matin, notamment sur ce point avec le Président EYADEMA. J'ai eu l'occasion ce matin de rencontrer les différentes forces politiques de la majorité et de l'opposition. Je les avais toutes invitées, plus exactement, notre chargé d'affaires les avait toutes invitées. Elles avaient toutes répondu par écrit qu'elles viendraient. L'une d'entre elles n'est pas venue, c'est l'UFC. C'est son problème. Mais les autres m'ont paru déterminées à avancer sous l'impulsion des facilitateurs, vers une véritable réconciliation.

J'ai rencontré ensuite les quatre facilitateurs, qui sont des hommes de grande compétence et connaissance des choses de l'Afrique, qui mettent toute leur intelligence, toute leur expérience et tout leur cœur au service de cette réconciliation. Et, donnant ici un point de vue personnel et qui n'engage que moi, qui fait peut-être une part à mon optimisme naturel, je n'exclus pas l'hypothèse où, dans les jours qui viennent, c'est à dire avant la fin de cette session de

l'hypothèse ou, dans les jours qui viennent, c'est-à-dire avant la fin de cette session de facilitation, c'est-à-dire avant le 30 juillet, nous ayons et que le Togo puisse enregistrer une bonne nouvelle et s'engager de façon déterminée sur la voie de la réconciliation, de l'union nationale et ceci dans le respect des règles de la démocratie. Ce qui permettrait à l'Union européenne de reprendre l'ensemble de ses relations avec ce pays, qui en a bien besoin puisque l'interruption de ces relations, vous l'imaginez, a des conséquences sérieuses sur le niveau de vie et le mode de vie des togolaises et des togolais.

Voilà l'esprit dans lequel je suis venu ici et l'espoir, qu'en partant, je voudrais formuler.

Maintenant, je suis tout prêt à répondre aux questions que vous voudriez me poser.

QUESTION - Monsieur le Président, la presse n'a jamais autant épilogué sur une visite d'un Chef d'Etat de France au Togo, que sur celle vous effectuez actuellement. On a parlé de voyage difficile, de voyage risqué. Mais cette même presse a trouvé que votre séjour chez nous pouvait être salutaire, dans la mesure où il peut contribuer à atténuer certains extrémismes. Pensez-vous faire oeuvre utile en venant chez nous ? Si oui, dans quelle mesure votre séjour au Togo peut être salutaire pour le Togo ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas la prétention de faire une oeuvre salutaire. Peut-être, et compte tenu des relations qui sont les miennes, anciennes, nombreuses et variées, avec les personnalités politiques de ce pays, que ma présence peut apporter un peu de baume sur quelques plaies. Mais vous savez, l'essentiel c'est ce que font les facilitateurs qui, eux ont une mission, qu'ils assument parfaitement bien.

Pour ce qui me concerne, les contacts politiques que j'ai eus, n'étaient pas à proprement parler les contacts du Président de la République française, mais tout simplement les contacts d'un ami du Togo et d'un ami de tous les Togolais.

QUESTION - Monsieur le Président, je voulais savoir si vous croyez à la sincérité de l'engagement du Président EYADEMA dans le processus démocratique ?

LE PRESIDENT - Je connais bien le Président EYADEMA, depuis longtemps, comme je connais bien beaucoup de dirigeants de ce pays. Je vais vous donner mon sentiment. Je ne suis pas habilité à parler en son nom. D'ailleurs, je le répète, je n'ai pas l'intention de faire de l'ingérence dans les affaires intérieures du Togo. Mais j'ai la conviction, la conviction que le Président de la République du Togo respectera la Constitution. C'est bien ce que tout le monde souhaite, n'est-ce pas ?

QUESTION - Monsieur le Président, lorsque votre arrivée au Togo a été annoncée, d'aucuns parlaient de Monsieur CHIRAC qui vient au secours de son ami EYADEMA. Il vient lui donner des conseils pour le dénouement de la crise. Qu'en est-il exactement ?

Deuxième question, on a eu tout de suite l'impression que vous êtes très optimiste. Vous sortez d'une rencontre avec les leaders de l'opposition. Que vous ont-ils dit concrètement pour vous pousser à être très optimiste ? Qu'est-ce que vous-même, Président de la France, avez dit aux leaders politiques togolais ?

LE PRESIDENT - D'abord, je ne viens pas au secours. Je n'ai aucune raison de venir au secours. Même si, bien entendu, je souhaite le meilleur pour le Togo et pour le peuple togolais, notamment sa pleine réinsertion dans la communauté internationale et sa pleine participation à la coopération internationale.

Deuxièmement, je ne suis pas venu pour donner des conseils, surtout pas. Je ne vois pas d'ailleurs au nom de quoi je pourrais me permettre de donner des conseils. Je suis venu en tant qu'ami. Entendre et réagir. Disons, au plus, faire des suggestions. De ce point de vue, je pense que j'ai pu apporter ma contribution modeste, celle du coeur. Mais, je le répète, la responsabilité, s'agissant du dénouement de la crise politique, c'est celle des facilitateurs et c'est celle des responsables politiques.

Les responsables politiques, c'est votre dernière question, je les ai vus ce matin, enfin la quasi-totalité d'entre eux. Vous me demandez ce que je leur ai dit. Je ne vous dirai pas tout, parce que c'était une réunion privée et, je le répète amicale et qui s'est vraiment déroulée dans un contexte. Je leur ai dit : faites attention ! Il faut trouver un accord de réconciliation nationale. Je m'adressais, là, aussi bien à la mouvance présidentielle qu'à l'opposition. Je leur ai dit : il y a

longtemps que je connais le Togo et je connais bien aussi l'Union européenne et, au-delà, la communauté internationale. J'ai connu une époque où il y avait des passions, en quelque sorte, qui s'affrontaient en critique ou en approbation à l'égard du Togo, comme à l'égard d'autres pays d'ailleurs.

Aujourd'hui, je décèle quelque chose de plus grave. C'est beaucoup moins de passions -je parle naturellement de la sphère politique responsable- et beaucoup plus de lassitude. Et cette lassitude est un sentiment très dangereux, parce que la lassitude que l'on ressent, aujourd'hui, chez les grands partenaires, ceux qui doivent être les grands partenaires du Togo, cette lassitude conduit à l'indifférence. Et dans le monde d'aujourd'hui, un pays ne peut pas être dans une situation où les autres ne le prennent pas en considération. C'est un processus très dangereux et qui risque, petit à petit, de dériver vers la recherche de solutions strictement internes, c'est-à-dire vers la violence.

Vous savez, l'Afrique a ceci de commun avec l'Europe, et tout ce siècle nous l'a démontré, qu'elle peut faire le meilleur ou le pire. C'est vrai de l'Europe. C'est vrai de l'Afrique. Et le pire a toujours été le résultat de l'isolement, de la fermeture. Et je leur ai dit : faites attention ! Vous êtes aujourd'hui responsables de l'avenir du Togo, mais surtout du peuple togolais, qui mérite le respect, qui mérite le développement, qui mérite la démocratie. Et cette responsabilité doit vous conduire non pas à vous enfermer dans des certitudes qui, très vite, deviennent des agressions, mais à trouver le moyen de la réconciliation. Vous avez la chance d'avoir des facilitateurs qui sont des hommes de qualité, qui sont désintéressés, qui sont à votre service, eh bien, discutez avec eux et, ensemble, sans vous braquer avec la courtoisie qui est bien, caractéristique de l'Afrique et des Africains, eh bien, trouvez la bonne solution. Vous pouvez être assurés que c'est cela, non seulement l'intérêt du Togo, mais votre propre responsabilité à l'égard du Togo et du peuple togolais.

QUESTION - Est-ce que vous avez évoqué avec le Président EYADEMA la polémique qui oppose le gouvernement togolais à Amnesty international ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas eu l'occasion de l'évoquer, peut-être l'évoquerai-je tout à l'heure, mais il s'agit là, je crois, probablement dans une large mesure, d'une opération de manipulation. Puisqu'il n'y a aucun témoignage direct ou indirect des faits qui sont rapportés, ni des ambassades, quelles qu'elles soient, ni des agents de coopération, ni des ONG, ni de tous les observateurs étrangers qui étaient présents pendant cette période au Togo, ni des journalistes qui étaient également très nombreux et dont aucun n'a apporté un témoignage de cette nature. Et donc, on peut se demander d'où viennent ces informations, s'il n'y a pas là une sorte de manipulation, et, dans ce cas là, qui est à l'origine ? Si bien, je crois, que le Togo a eu raison, et que le Président EYADEMA a eu raison, non seulement de porter plainte contre Amnesty International, mais, surtout, de décider ce qui a été fait, il y a deux jours je crois, de demander une enquête internationale sur ces faits. Et je crois que le Togo a eu raison. Alors cette enquête aura lieu, attendons ses résultats avant de porter un jugement quelconque.

QUESTION - Monsieur le Président, je ne vous apprends rien si je rappelle que c'est le peuple qui a arraché la République et non le Roi qui l'a octroyée au peuple français. Ceci dit, je voudrais vous demander, Monsieur le Président, si vous avez une explication à donner lorsque vous combattez la dictature en Europe et que l'on a l'impression que vous la recommandez en Afrique ?

LE PRESIDENT - D'abord, je vous rends acte du fait que la République a été arrachée et non pas octroyée en France. Cela, c'est vrai. Je dois à la vérité de dire qu'elle a été, en revanche, remise en cause. Nous avons fait des aller-retours fréquents, comme d'ailleurs la plupart des pays européens. Et c'est pour cela que je vous disais que la vie d'une civilisation est toujours une vie complexe et que l'on peut en attendre, à la fois, le meilleur et le pire. Nous avons connu, en France et en Europe, le meilleur et le pire. Alors à partir de là, naturellement, je ne ferai pas de comparaison avec l'Afrique si ce n'est pour vous dire que, s'agissant de l'Afrique, et à l'exception naturellement des chefs traditionnels, je suis partisan de la République et de la démocratie qui me semblent les meilleurs vecteurs de la paix et du développement.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez fait, hier, au Palais des Congrès, un discours diplomatique mais, malheureusement dans Lomé, on a glosé sur votre discours, surtout une partie où vous demandiez à ce que l'on participe à tout prix, aux élections. C'est-à-dire, en filigrane, lorsque l'on sait que ces élections sont mal organisées, l'essentiel est de participer, et que le débat se trouve au Parlement. Monsieur le Président, je voudrais vous demander si lorsque les élections sont truquées d'avance, les résultats connus sur papier d'avance, il faudrait à tout prix que les peuples y participent ?

Ma seconde question, Monsieur le Président, il y a un peu plus de neuf ans, vous avez déclaré en Côte d'Ivoire que la démocratie est un luxe pour les pays africains. Vous n'étiez pas Président à ce moment-là, mais aujourd'hui, cela fait un peu plus de quatre ans que vous êtes Président, avez-vous des éléments, aujourd'hui, pour infirmer ou pour confirmer, ce que vous avez déclaré en Côte d'Ivoire ? Je vous remercie, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Sur ce deuxième point, ma réponse sera brève. Je n'ai jamais dit que la démocratie était un luxe pour les pays africains, jamais.

Sur le premier point, je vous répondrai simplement que les élections doivent être respectées, c'est-à-dire que l'on doit y participer. Mais il faut qu'elles soient claires et transparentes. Et d'ailleurs, bien des organisations internationales, à commencer par l'Union européenne, envoient, à la demande des pays concernés, des observateurs pour porter un jugement sur la transparence des élections. Eh bien, ce que je souhaite, puisque nous parlons de l'avenir naturellement, c'est que les élections, en Afrique comme ailleurs, soient naturellement transparentes, et s'il y a des doutes, qu'elles soient vérifiées. Et deuxièmement que tout le monde participe. Car lorsque l'on ne participe pas à une élection, alors, évidemment, on est mal fondé à critiquer ensuite.

QUESTION - Vous avez dit tout à l'heure que les relations entre le Togo et la France étaient bonnes. Tout le monde s'en réjouit. Il se trouve que jusqu'à ce jour le poste de l'ambassadeur de France au Togo n'est pas encore remplacé, et les gens insinuent qu'il y a un froid dans les relations du Togo et de la France ?

Deuxième question, du 12 au 14 juillet s'est déroulé le Sommet à Alger de l'OUA et c'était le moment où la France avait choisi de recevoir le Roi HASSAN II. L'opinion africaine a été choquée de voir qu'au moment où l'Afrique se démenait pour se réunir, et pensait que c'était un problème africain, la France a choisi de recevoir le Roi HASSAN II ?

LE PRESIDENT - Tout d'abord, je vous rassure, il n'y a aucun lien entre la qualité des relations politiques entre la France et le Togo et le fait que nous sommes dans une période entre deux ambassadeurs. Je me permets de vous faire remarquer, que nous avons d'ailleurs un excellent chargé d'affaires, qui fait remarquablement bien son travail.

Deuxièmement, la France a été heureuse d'accueillir le Roi du Maroc. Heureuse. Et non seulement le Roi, mais également la garde royale qui, pour la première fois depuis 1945, en unité constituée étrangère, a défilé sur les Champs Elysées, et remarquablement défilé. Et les Français ont été unanimes à en être heureux. Je remercie le Roi de nous avoir donné ce plaisir, le plaisir de sa présence.

Je n'ai pas observé que ceci avait provoqué la moindre contestation à Alger et même tous les témoignages indiquent le contraire. D'ailleurs, notre ministre de la Coopération, Monsieur JOSSELIN était présent à Alger, et a eu énormément de contacts, je ne voudrais pas parler en son nom, mais je n'ai pas le sentiment qu'il a reçu des plaintes à cet égard. Par conséquent, nous nous sommes réjouis de la qualité de la réunion de l'OUA à Alger et nous souhaitons que l'ensemble des décisions qui ont été prises soient bien exécutées, notamment celle qui consiste, pour l'OUA, et c'était un fait nouveau, que nous tenons à saluer, à ne plus accepter en son sein des régimes issus d'un coup d'Etat.

Enfin, nous nous sommes également réjoui que les Chefs d'Etat et de Gouvernement, dans leur sagesse, unanimes, probablement beaucoup en hommage à son action de paix, aient voulu porter le Président EYADEMA à la prochaine présidence de l'OUA. C'est un signe clair émanant de l'ensemble des Chefs d'Etat africains sous la présidence du Président BOUTEFLIKA.

Je vous remercie.

(Source <http://www.elysee.fr> le 20 juillet 1999)

(Source <http://www.eiysee.ir>, le 29 juillet 1999)